- Les versions écrite et orale du discours font foi -

L'indépendance de la Suisse et l'erreur de construction qui affecte l'UE

Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral, Herrliberg (ZH)

Table des matières:

I. L'atmosphère qui règne actuellement en Europe.....	1
II. L'erreur de construction se révèle	2
III. Et la Suisse?.....	3
IV. L'importance de l'UDC en politique européenne.....	3
V. L'UE exacerbe les tensions nationales.....	4
VI. Les leçons pour la Suisse.....	5
VII. Adieu l'Etat national	6
VIII. De moins en moins de Suisses veulent l'UE	7
IX. Il faut rester vigilant.....	7
X. Celui qui veut entrer dans l'UE... ..	7
XI. La mission de l'UDC.....	8

I. L'atmosphère qui règne actuellement en Europe

Les femmes et les hommes d'Europe se font de grands soucis pour leur avenir. "Où cela va-t-il nous mener", se demandent de plus en plus de gens inquiets. "La majorité des Etats européens sont en faillite ou lourdement endettés", ajoutent-ils pour constater: "Plus personne ne sait ce qu'on doit faire." Puis suivent des remarques sévères sur les politiques européens.

C'est un fait: des milliards sont engagés pour sauver des Etats de la banqueroute. Des milliards que personne ne possède. L'euro perd la confiance, donc sa valeur. Je lis dans un magazine économique allemand que 75% des chefs d'entreprise allemands sont d'avis que la Grèce part en faillite malgré les milliards qui lui sont accordés. Et 40% des chefs d'entreprise pensent qu'il n'y aura plus d'euro dans 5 ans.

A Francfort, un chauffeur de taxi désespéré me demande comment il pourrait placer en francs suisses et en Suisse les économies qu'il a faites en euros pour sa retraite. A ma remarque que la Banque centrale européenne vient d'ouvrir un crédit de 750 milliards d'euros pour soutenir la monnaie européenne, il a eu une réponse de bon sens: "L'euro doit être bien malade s'il a besoin d'un remède aussi lourd."

Partout où vous allez en Europe, les gens vous regardent d'un air entendu quand ils apprennent que vous êtes Suisse. Sur un ton mélangeant l'admiration à la jalousie, ils vous disent: "Vous avez de la chance, vous n'êtes pas dans l'Union européenne. Mais nous, nous ne pouvons rien faire. Ils – les politiciens – nous ont trompés."

Partout où l'on regarde c'est la même perplexité face l'avenir de ces systèmes multinationaux boursoufflés.

Depuis des semaines les euros affluent en Suisse dans les banques helvétiques – non pas à cause du secret bancaire, mais tout simplement parce que la confiance dans l'euro disparaît. Par contre, on fait confiance dans le franc suisse. Précisément dans le franc suisse, dans cette monnaie du "Sonderfall Schweiz, du cas particulier suisse que notre belle classe politique ne cesse de railler. Précisément dans la monnaie d'un pays qui, à en croire son gouvernement, ses leaders politique et économiques ainsi que ses médias est tellement isolé qu'il va finir par disparaître. Comme c'est curieux: tout à coup, ce cas particulier suscite une large admiration et passe même comme un exemple envié.

II. L'erreur de construction se révèle

Mesdames et Messieurs, ce qui se passe aujourd'hui en Europe n'est pas simplement une crise. Nous recevons aujourd'hui la preuve éclatante de ce que nous essayons de faire comprendre depuis vingt ans: **l'UE est une erreur de construction intellectuelle.** Longtemps la réalité de cette construction réalisée par dessus les têtes des citoyens a été cachée. Mais la vérité finit toujours par se révéler. **Cette UE est condamnée à l'échec. Non pas l'Europe, mais l'UE.**

Les bulles de savon soufflées par les élites européennes de la politique, de l'administration, des médias, de la culture et de la société ont éclaté. **Le navire UE a perdu le cap et fait eau de toutes parts.** Les tentatives de remplacer les réalités politiques, sociales et surtout économiques par les rêveries de politiques et de bureaucrates ont échoué. Le projet d'aligner des mentalités et cultures économiques extrêmement diverses sur le même droit uniforme et égalitariste et de leur imposer la même monnaie ne pouvait pas réussir

- On écrit certes **à Bruxelles des articles de loi UE uniformes.**
- On les **lit** encore en **France.**
- On en **rit** en **Grèce.**
- On les **paie** en **Allemagne.**
- Et si la **Suisse** était aujourd'hui membre de l'UE, elle **suivrait** sans doute les ordres de Bruxelles et, avec le Conseil fédéral actuel, elle **paierait** deux fois et elle s'en **excuserait** trois fois.

Malheureusement, les conséquences des agissements des bureaucrates de Bruxelles ne sont pas aussi drôles. **Le bilan des dégâts est monstrueux pour les gens d'Europe.** Tout à coup les citoyens d'Europe se rendent compte que la constellation européenne n'a servi que les politiques, la classe politique, mais en aucun cas les peuples. Les conséquences de l'énorme mécanique de redistribution sont dramatiques. Ceux qui travaillent et font des efforts paient, ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens sont récompensés.

Les bénéficiaires de cette manne se sont de plus en plus reposés sur les donateurs, n'hésitant pas à truquer et falsifier les statistiques et les bilans; ils travaillaient toujours moins, partaient en retraite toujours plus jeunes, multipliaient les postes de fonctionnaires au lieu de créer des emplois dans l'économie.

Et si un tel Etat risque par sa propre faute de s'effondrer, l'UE met à sa disposition des milliards d'euros pour empêcher sa banqueroute – ce qui ne peut évi-

demment qu'encourager d'autres Etats à redoubler de générosité aux frais des généreux donateurs.

Nombre d'Etats de la zone euro ne respectent pas les critères fixés concernant l'endettement et les déficits. C'est le cas de onze des seize pays ayant adopté l'euro! Même les prétendus grands et forts comme l'Allemagne et la France. De toute manière, personne ne peut intervenir et punir les coupables.

Cela fait des années que l'euro est trop fort pour certains pays et trop faible pour d'autres. Cette situation a provoqué des développements catastrophiques. Aucun Etat ne peut intervenir par sa propre banque centrale et sa propre monnaie. On a privés les pays de ces deux instruments. La sortie du système euro, unique moyen de guérison des Etats en faillite, n'est pas prévue dans l'UE. Une sagesse fort ancienne se fait jour une fois de plus: **des monnaies politiques sans base économique solide ne peuvent pas avoir du succès durablement.**

III. Et la Suisse?

Mesdames et Messieurs,

Nous le savons bien: **la Suisse est en bien meilleure posture.** Mais ne nous faisons pas d'illusion. Si la petite Suisse échappe au borbier UE, ce n'est pas grâce à la clairvoyance des politiques, de l'économie et des médias. Bref, ce n'est certainement pas grâce aux prétendus élites de ce pays. Bien au contraire, ces gens voulaient – comme leurs collègues étrangers – entrer dans l'UE. Et ils ont tout fait et ils continuent de tout faire pour pousser la Suisse dans l'UE.

Non, cette situation particulière de la Suisse, nous la devons uniquement à la forme particulière de notre Etat, à une constitution basée sur la souveraineté **d'un petit Etat indépendant, neutre et armé,** à un Etat qui, moyennant la **démocratie directe,** laisse au peuple, donc aux citoyens concernés, le dernier mot dans les décisions politiques.

Ce fut le peuple qui, lors de la plus importante votation populaire du siècle passé, a dit non le 6 décembre 1992 à l'EEE, l'antichambre de l'UE. C'est donc uniquement et exclusivement au "Sonderfall Schweiz", au cas particulier suisse, que nous devons de nous retrouver aujourd'hui dans une meilleure situation que les pays de l'UE.

IV. L'importance de l'UDC en politique européenne

Mesdames et Messieurs, c'est le mérite de l'Union démocratique du centre (UDC) d'avoir eu à l'époque déjà la force et le courage d'être l'unique parti gouvernemental à défendre l'indépendance de la Suisse. Ladite élite du pays était déjà de l'autre côté de la barrière. Mais le peuple et les cantons étaient dans le camp de l'UDC.

Le Conseil fédéral avait déposé déjà avant la votation européenne sa **demande d'adhésion** (et il ne voit toujours pas de raison de la retirer).

Aussi bien le PS, le PRD et le PDC ont décidé d'adhérer à l'Union européenne.

Et depuis vingt ans on nous pousse pas à pas vers l'UE en espérant que nous finirons par y tomber quasiment tout seul. Ils appellent cela la voie bilatérale. **Mais la résistance est toujours vive et elle est plus importante que jamais.** De nombreuses adaptations inutiles voire nocives ont malheureusement

eu lieu – mais le pas décisif, l'adhésion à l'UE, n'a pas été franchi. C'est cela l'importance politique de l'UDC en politique européenne.

Mesdames et Messieurs, voilà pourquoi la Suisse se porte mieux aujourd'hui que ses voisins. Mais la résistance n'est pas facile. Elle est même souvent pénible. Car nos adversaires se battent à coup de mensonges et de scénarios d'horreur. Il suffit de se rappeler des prévisions développées à l'époque par les partisans de l'adhésion à l'UE pour comprendre à quel point il faut se méfier desdits leaders d'opinion.

En cas de refus de l'EEE, la Suisse n'aurait aucune chance au niveau économique – voilà ce qu'on nous a dit en 1992. En restant en dehors de l'UE, nous serions condamnés à la pauvreté, à l'isolement, nous aurions été finalement contraints de prier à genoux la riche UE de nous accueillir. Et la réalité? A tout point de vue – en termes d'économie, de liberté et de qualité de vie – la Suisse dépasse les pays de l'UE. Tout le monde veut venir en Suisse: les riches, les pauvres, les réfugiés vrais et faux, les travailleurs, les indépendants.

Mesdames et Messieurs, c'est une tâche absolument prioritaire que de défendre **l'indépendance, la démocratie directe, la liberté, la neutralité, l'armée, bref la Suisse, notre pays. L'heure est à la résistance et non pas à l'alignement. Les piliers de notre Etat sont en cause. Et dans ce combat pour la Suisse, l'UDC est l'unique parti.**

V. L'UE exacerbe les tensions nationales

Mesdames et Messieurs, la résistance est plus nécessaire et plus importante que jamais. Car c'est une évidence: **le système UE ne sert que les intérêts d'une couche élitaire aux attitudes pseudo-monarchistes.** On refuse de demander l'avis des citoyens – qui sont pourtant les premiers touchés. **L'UDC, elle, s'est placée dans le camp des victimes et non pas dans celui des profiteurs.** Toutes les voix qui ont mis en évidence l'erreur de construction fondamentale de l'UE ont été ignorées. L'appel des 150 économistes allemands, qui ont mis en garde contre les conséquences d'un euro commun, n'a suscité que sourires et moqueries – mais personne n'a pu réfuter ces arguments. Les politiques européens ont systématiquement refusé d'entendre ces mises en garde. L'ancien chancelier allemand Helmut Kohl a fait le bilan de son action politique dans une émission télévisée: pour lui, une de ses plus grandes réussites a été d'avoir **réussi à abolir le mark allemand sans demander l'avis du peuple!**

En Suisse aussi, on tente de museler les adversaires de l'UE. Ce n'est pas par hasard si ces mêmes milieux s'efforcent systématiquement **de restreindre le droit national en invoquant le droit international.**

Mais le développement économique de l'UE n'est pas le seul de nos soucis; **le plus inquiétant, ce sont les tensions politiques qui en résultent.**

Les grands empires européens n'ont jamais fonctionné – ni sous Charlemagne, ni sous Napoléon, ni sous ledit Troisième Reich. L'empire soviétique s'est lui aussi effondré.

Aujourd'hui, les Grecs se battent contre les **programmes d'économie que leurs gouvernants** leur imposent sous la pression de l'UE. Ces manifestations ont déjà fait des **morts.**

La crainte de **guerres civiles** surgit brusquement. La crise grecque pourrait se propager à d'autres Etats de la zone euro comme un incendie de forêt.

Les **Allemands** se sentent à juste titre dupés. Des discours belliqueux ne sont pas seulement tenus dans les cafés, mais aussi dans certains salons hautement intellectuels.

Le **chef des socialistes autrichiens** attaque grossièrement la Suisse et exige qu'elle participe au règlement financier de la débâcle UE – bien qu'elle ne fasse pas partie de l'UE. Quand les caisses sont vides, les Etats deviennent voleurs.

Pareilles tensions politiques et économiques génèrent d'abord des **divergences**, puis des **positions inconciliables**, ensuite des **conflits** et enfin – même si nous espérons tous que cela n'arrivera pas – des **guerres. Présenté comme un projet de paix, l'UE attise en fait des tensions nationales.**

VI. Les leçons pour la Suisse

Il va de soi que nous n'éprouvons aucun malin plaisir devant l'échec du projet mégalomane qu'est l'UE. Car la crise de l'Union européenne nous touche bien sûr de manière très directe. Personne n'a jamais prétendu que nous vivions sur une île bienheureuse sans aucun lien avec le reste du monde. La Suisse est depuis toujours en réseau avec le monde, son économie a depuis des siècles une orientation globale. Les Suisses forment le peuple le plus ouvert au monde et aussi le plus voyageur de tous. Bien entendu, nos exportations dans l'UE sont importantes et nos importations de l'espace UE le sont encore bien davantage. Bien entendu, notre monnaie, nos emplois, notre prospérité dépendent aussi de la situation de l'UE. Si j'énonce ces évidences, c'est pour anticiper les répliques habituelles et répétitives des internationalistes UE.

Mais il serait infiniment plus important que **ces milieux comprennent enfin quelle voie la Suisse doit suivre, qu'ils cessent d'hurler avec les loups et de faire fausse route avec l'UE**, qu'ils renoncent enfin à répéter les mêmes erreurs que Bruxelles.

Le Palais fédéral et toutes ses sections administratives tentent à coup de fausses prévisions, de fausses explications et d'illusions de pousser les Suisses comme des moutons dans le grand troupeau de l'UE qui marche vers l'abîme.

Mesdames et Messieurs, la Suisse n'a qu'une seule leçon à tirer de tout cela. Elle ne doit en aucun cas abandonner les qualités les plus précieuses de son Etat, soit

- **la souveraineté,**
- **la neutralité permanente et armée,**
- **l'ordre libéral et démocratique et**
- **la démocratie directe**

même si l'autorité politique, économique, culturelle et scientifique l'exige.

Le ressort de l'UE n'est plus, depuis bien longtemps, la sauvegarde de la paix. C'est autre chose. C'est le rêve de la puissance d'une Europe unie qui pourrait parler d'égal à égal avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. **C'est la soif éternelle de grandeur.**

Or, plus que jamais, les femmes et les hommes veulent autre chose, ils souhaitent vivre dans des ensembles aux dimensions humaines; ils veulent vivre en sécurité, participer aux décisions politiques et choisir eux-mêmes leur avenir.

L'UE se concentre sur des domaines politiques internationaux. Elle cherche à mettre en place une politique extérieure, de sécurité et de défense commune – en fait une union militaire. **Un tel Etat européen d'intervention exclut d'emblée tout membre neutre.** Les autres domaines politiques sont l'union douanière, le marché intérieur, l'union économique et monétaire, les politiques de la formation, de la recherche, de l'environnement, etc. Les accords d'Amsterdam et de Nice ont sonné le glas du principe tant loué de l'unanimité. Aujourd'hui, une majorité peut imposer sa volonté à une minorité.

Conséquence du traité de Maastricht, l'euro a été adopté en 1999 comme monnaie commune. En 2002, les monnaies nationales et banques centrales concernées ont été supprimées. La Grande-Bretagne et le Danemark ont réussi à se ménager une non-participation. La Suède évite la participation à la monnaie européenne par un non-respect ciblé des critères économiques et financiers.

Par principe, tous les Etats membres de l'UE sont contraints de participer à l'espace économique et monétaire européen dans la mesure où ils satisfont auxdits critères de convergence. **Aussi, quand les socialistes demandent dans leur programme que la Suisse adhère à l'Union européenne tout en conservant le franc, il ne s'agit que d'un verbiage vide de tout sens. La Suisse respectant les critères de convergence – contrairement à la majorité des pays européens – elle serait tout simplement obligée de reprendre l'euro.**

Les citoyens, qui ont eu le droit de se prononcer sur des objets constitutionnels UE, ont voté non – du moins jusqu'à ce que les autorités leur fassent peur par des massives campagnes d'intimidation.

VII. Adieu l'Etat national

L'Etat national reste l'instance la mieux placée pour résoudre la plupart des problèmes des citoyens. Comment expliquer autrement le besoin de créer sans cesse de nouveaux Etats? Durant les 20 dernières années on a assisté dans le monde à davantage de créations de nouveaux Etats que pendant les cent années précédentes.

Il va de soi que les politiciens professionnels et les fonctionnaires politiques ne sont pas forcément des gens méchants. Mais ce sont tout simplement des humains qui pensent d'abord à eux-mêmes, donc qui visent les postes juteux, les bons salaires, les retraites confortables, les notes de frais généreuses, les bureaux confortables, la voiture de fonction, le chauffeur, de beaux voyages et bien d'autres avantages. Rien d'étonnant à ce qu'ils n'aiment pas rendre des comptes à la population payante. **Les politiques et fonctionnaires suisses le savent bien et cherchent eux aussi à échapper à des contrôles embarrassants. Donc, ils demandent l'adhésion à l'UE.**

Que cela signifie-t-il pour la Suisse? C'est tout simple: la Suisse ne peut pas adhérer à l'UE. L'ordre étatique suisse est diamétralement opposé au régime UE. Mais il y a encore une autre raison qui s'oppose à l'adhésion de la Suisse: en entrant dans l'UE elle compromet gravement sa prospérité, sa liberté et sa démocratie. Bref, on n'abandonne pas un modèle à succès, que nos ancêtres ont inventé et pour lequel ils se sont battus, en cédant à un instinct grégaire immature et pubertaire!

VIII. De moins en moins de Suisses veulent l'UE

De moins en moins de Suisses veulent entrer dans l'Union européenne. Et ils savent très bien pourquoi: l'UE, c'est des **salaires plus bas**, c'est plus de **chômage**, c'est des **loyers**, des **impôts** et des **redevances** plus élevés. Adhérer à l'Union européenne, c'est payer **cinq à six milliards de francs par an à Bruxelles**. Adhérer à l'UE, c'est porter notre TVA **de 7,6% actuellement à au moins 15%**. Pour une famille de quatre personnes, cela fait environ **10 000 francs d'impôt de plus par an**.

Mais il y a plus grave: en adhérant à l'UE, **les Suisses perdent leur droit à l'autodétermination**. Ils perdent la **démocratie directe**, le **franc suisse** et la **neutralité**.

Celles et ceux qui parlent de plus de participation politique dans l'UE disent n'importe quoi ou ne connaissent pas l'UE actuelle. Comment 7 millions de Suisses peuvent-ils faire valoir leur avis dans un ensemble comptant presque 500 millions de personnes?

IX. Il faut rester vigilant

Nous devons rester vigilants: la majorité du Conseil fédéral, de l'administration et du Parlement veut toujours entrer dans l'UE malgré le désastre évident de cette organisation.

La raison est bien simple: si la Suisse entre dans l'UE, **ils profiteront tous d'un surcroît de pouvoir, de prestige et d'argent – aux frais des femmes et des hommes qui paient tout cela.**

Et, surtout, ils n'ont plus de peuple souverain qui les limite dans leur action.

Ils multiplient les négociations, s'alignent à toutes les occasions, abandonnent toujours un peu plus de souveraineté nationale. On ne comprend l'attitude desdites élites qu'à la lumière de leur volonté de pousser la Suisse dans l'UE.

X. Celui qui veut entrer dans l'UE...

- **Celui qui veut entrer dans l'UE** – doit s'endetter. Voilà pourquoi les partisans de l'UE ne s'inquiètent pas de l'endettement de la Confédération, des cantons et des communes. La manière la plus rapide de faire basculer la Suisse dans l'UE serait de provoquer la faillite de l'Etat. Preuve en est l'exemple islandais: après son effondrement financier, ce pays a immédiatement déposé une demande d'adhésion à Bruxelles.
- **Celui qui veut entrer dans l'UE** – doit augmenter les impôts. Ce principe vaut surtout pour la TVA pour laquelle l'UE prescrit un minimum de 15%. La Suisse est entourée de pays à fort taux d'imposition. 20% de TVA et davantage sont la règle. **Voilà aussi pourquoi les eurofanatiques de Suisse sont heureux de pouvoir augmenter la TVA pour financer une assurance-invalidité pourrie par les abus.** C'est une bonne occasion de réduire un petit peu la différence de charge fiscale par rapport à l'UE.
- **Celui qui veut entrer dans l'UE** – fait en sorte que le mot "frontière" prenne un sens injurieux. Il veut supprimer les frontières ou les ouvrir autant que possible. Car un Etat qui fait disparaître ses frontières n'est plus un Etat souverain. Depuis l'entrée en vigueur de la complète libre circulation des per-

sonnes avec les 15 pays de "l'ancienne" UE, nous assistons à une immigration en masse. Voilà encore une bonne manière de faire avancer la cause de l'adhésion!

- **Celui qui veut entrer dans l'UE – naturalise à tour de bras.** Durant les dix dernières années, près de 500 000 étrangers sont devenus Suisses. Un demi-million de personnes qui très souvent n'ont aucune idée de l'identité et de l'histoire de la Suisse, qui n'ont pas de rapport émotionnel avec la liberté et l'indépendance suisses, qui ne se rendent pas compte de l'importance de la démocratie directe. 500 000 personnes qui ont du mal comprendre pourquoi la Suisse ne devrait pas appartenir à l'UE.
- **Celui qui veut entrer dans l'UE – supprime la démocratie, mais sans l'avouer ouvertement, bien sûr. Pourquoi?** Parce que notre **démocratie directe** est sans doute le principal obstacle sur le chemin de l'adhésion à l'UE. Voilà pourquoi l'un des principaux objectifs des partisans suisses de l'UE est de miner la démocratie directe. A la manière des despotes, ils n'admettent qu'une seule opinion. Au lieu d'écouter les avis des autres et de les contredire par des arguments, les gouvernants cherchent de plus en plus souvent à interdire, à exclure, à réprimer des opinions contraires aux leurs. Ces antidémocrates ont montré leur vrai visage hideux lors du débat sur l'initiative contre les minarets. Les médias monopolistiques de la radio et de la télévision étaient aux avant-postes. Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger vient de s'offrir un petit succès à ce propos en appelant à la tête de la SSR un membre du Club helvétique – dont l'objectif déclaré est de restreindre la démocratie directe – et en déclarant au congrès du Parti socialiste qu'il ne faut pas trop souvent laisser intervenir l'UDC à la télévision. Car c'est ainsi que le groupe marginal UDC serait devenu le plus grand parti politique de Suisse. Bonjour la dictature Leuenberger!
- **Celui qui veut entrer dans l'UE – ne peut pas tolérer dans les gouvernements des personnalités critiques à l'égard de l'UE et des esprits indépendants. Moins il y a de politiques qui défendent la Suisse, plus il sera facile à l'UE de décider à notre place.**

Face à l'effondrement d'une UE affectée d'une erreur de construction fondamentale, la Suisse n'a pas droit à la moindre faute. L'UDC doit tenter de remettre sur la bonne voie nos politiciens égarés. Notre politique doit se baser sur les intérêts des Suissesses et des Suisses. Cela signifie concrètement:

XI. La mission de l'UDC

Mesdames et Messieurs,

Ne nous endormons pas! **Face à ces événements qui ont révélé de manière éclatante les faiblesses de la construction européenne, les partisans suisses de l'UE se font plus discrets que d'habitude.** Mais ne croyez surtout pas qu'ils ont abandonné leur objectif. Non, une adhésion à l'UE leur apporterait beaucoup trop d'avantages personnels pour qu'ils acceptent d'y renoncer. **Tout simplement, ces milieux redoublent de sornioiserie. La restriction, voire la suppression de la démocratie directe est leur première priorité. Ils ont donc fondé le Club helvétique des antidémocrates afin de superposer le droit international public – ou, pour prendre une dénomination encore plus trompeuse, le droit des peuples – au droit national qui résulte de la volonté des citoyens.** La manière la plus efficace à leurs yeux d'empêcher la

majorité des citoyens de commettre des "erreurs". Voilà pourquoi un membre de cette association a été placé à la tête de la télévision. Comment concilier ces agissements avec le libre débat médiatique si important dans toute démocratie?

Les partisans de l'UE se cachent derrière la notion fallacieuse de "voie bilatérale". Cependant, la question reste la même: que faites-vous de la souveraineté de la Suisse? **Voulez-vous que la Suisse reste un cas particulier ou voulez-vous la noyer dans le marécage de ladite harmonisation UE?**

- **Il est hors de question que la Suisse conclue avec l'UE de nouveaux accords qui réduisent notre marge de manœuvre.** Les constants sondages à Bruxelles dans le but de trouver de nouveaux contrats à conclure doivent enfin cesser.
- La Suisse doit enfin **retirer la demande d'adhésion** qui est toujours déposée à Bruxelles.
- **Un franc suisse fort** est mieux qu'un franc suisse faible. Pour les actifs, pour les épargnants, pour les rentiers, pour toutes les citoyennes et tous les citoyens. Il pose certes un problème à l'industrie d'exportation, mais celle-ci a su s'en accommoder depuis des décennies.
- **Tout nouvel endettement de l'Etat doit être évité.** Les dettes publiques nuisent à l'économie et restreignent les investissements privés. Voilà pourquoi nous devons rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses à tous les niveaux de l'Etat.
- Face à la crise européenne et même mondiale, il faut renforcer les citoyens et non pas l'Etat. L'Etat doit rendre de l'argent aux citoyens. **Les impôts, taxes et redevances doivent baisser.**
- La pression migratoire en provenance de l'espace UE continuera d'augmenter. La **libre circulation des personnes** qui accorde un accès direct à nos institutions sociales est insupportable et **doit être renégociée.**
- **L'accord de Schengen** doit être résilié, car il affecte de manière intolérable la sécurité et l'indépendance de la Suisse. L'affaire de la prise d'otage en Libye a été révélatrice à ce propos: à cause de l'accord de Schengen, la Suisse n'a pas pu prendre des mesures contre l'entrée de Libyens en Suisse.
- Devant leurs caisses vides, les Etats étrangers multiplient les pressions sur la Suisse pour exiger des contributions financières, une harmonisation fiscale et diverses adaptations au droit européen. **La Suisse doit résister énergiquement à ces pressions croissantes.**

Mais avant tout, l'UDC doit continuer de se battre bec et ongles contre l'adhésion à l'UE et à la zone euro. Si possible avec d'autres partis politiques, si nécessaire toute seule. Aussi longtemps que nous avons la majorité de la population derrière nous, nous ne sommes de toute manière pas seuls. Il y a beaucoup à faire!

Engageons-nous ensemble pour nos citoyennes et nos citoyens, pour notre belle patrie suisse!